

L'acte anormal de gestion: ses critères, son régime.

La remise ne cause des opérations faisant l'objet d'une écriture comptable régulière : la théorie de l'acte anormal de gestion

1/ Notion

Le problème est de savoir si l'AF est fondée à estimer que certaines opérations ne lui sont pas opposables car elle estime qu'elles n'auraient pas dû être faites par l'entreprise.

Le *principe* est que l'AF ne doit pas se substituer à l'entreprise dans ses choix de gestion, sous réserve des choix qui sont délibérément contraire aux intérêts mêmes de l'entreprise. Ces *choix, faits de manière déraisonnable, sont considérés comme des actes anormaux de gestion* (théorie purement jurisprudentielle). Des opérations objectivement catastrophiques pour l'entreprise, mais entrant dans l'objet social ne sont pas des actes anormaux de gestion.

Le CE a développé cette théorie des actes anormaux de gestion : ce qui était anormal pouvait être remis en cause par l'AF. Donc remise en cause de l'écriture comptable

Acte normal de gestion : un acte fait dans l'intérêt de l'entreprise et susceptible de lui procurer des avantages matériels (financiers) ou immatériels.

2/ Les types d'actes anormaux de gestion

- *Actes anormaux de gestion* : actes s'analysant en des *liberalités faites en faveur de tiers* (dirigeants ou d'autres entreprises). Ex. :

- Abus de biens sociaux

- Les différentes libéralités consenties par une entreprise à une autre : les abandons de créances, les avances ou prêts sans intérêts. Ce type de libéralité est *présomé* acte anormal de gestion car il n'entre pas dans un objet social. Mais ces opérations peuvent être considérées comme des actes normaux de gestion si l'entreprise démontre qu'il y a un intérêt pour elle à consentir ces avantages.

- La qualification d'acte normal de gestion est indépendante de la licéité de l'opération : une opération qui peut être sanctionnée pénalement peut être considérée comme acte normal de gestion. Ex. :

- Commissions versées en vue d'obtenir un marché (le versement de la commission est déductible s'il apparaît qu'il était indispensable pour obtenir le marché)

- Une société pour sa survie fait des opérations illégales (violation de la concurrence). Ces amendes pourront être considérées comme déductibles.

3/ Régime

Si l'AF constate l'existence d'un acte anormal de gestion :

- Elle va refuser de tenir compte de l'opération
- Elle va procéder , en conséquences, a la rectification des écritures comptables
- L'AF va aussi contrôler la société bénéficiaire de l'abandon de créance. Il va y avoir un double redressement chez l'auteur de la libéralité et chez le bénéficiaire. Cette remise en cause implique que l'entreprise n'ait pas agi dans son intérêt strict.